

Comprendre, expliquer, est-ce excuser ? Plaidoyer pour les sciences humaines et sociales.

Des « fous » aux « radicalisés » : les sciences humaines et sociales peuvent-elles comprendre « l'incompréhensible »?

Manuel Rebuschi et Ingrid Voléry

Le procès des Sciences Humaines et Sociales (SHS) semble avoir été réouvert à l'occasion des attentats du 13 novembre 2015 à Paris, quand plusieurs déclarations publiques ont dénoncé la « culture de l'excuse » qui serait implicite aux tentatives d'explication ou de compréhension du djihadisme portées par ces disciplines. Parmi les plus commentées, celles de Manuel Valls. « *J'en ai assez de ceux qui cherchent en permanence des excuses ou des explications culturelles ou sociologiques à ce qui s'est passé* », avait déclaré le premier ministre au Sénat, deux semaines après les attaques de novembre 2015 avant de réitérer le 9 janvier 2016, lors d'un hommage aux victimes de l'attaque de l'Hyper Cacher : « *Il ne peut y avoir aucune explication qui vaille. Car expliquer, c'est déjà vouloir un peu excuser* ».

Ces déclarations ont provoqué un tollé chez les chercheurs en SHS, en particulier chez les sociologues explicitement visés par la première déclaration, mais surtout déjà l'objet d'attaques assimilant l'enquête sociologique à une idéologie au mieux inutile, au pire dangereuse. Rappelons, par exemple, les débats entourant la place des enseignements de sciences économiques et sociales dans les programmes pédagogiques du lycée¹ et, bien évidemment, les prises de position publiques de certaines personnalités brocardant la déresponsabilisation individuelle et le relativisme des valeurs que le regard sociologique générerait². Depuis l'ancien premier ministre est partiellement revenu sur sa position et le collectif des chercheurs en SHS, organisés par l'Etat au sein de l'Alliance Athena, a également pris position³. L'incident est clos pourrait-on considérer. Ou au contraire signe-t-il la réouverture d'une période de forte interpellation des SHS.

C'est sur cette double interpellation que le présent ouvrage veut mettre l'accent. Il est issu d'une initiative locale de la MSH Lorraine qui, en 2016 et 2017, a organisé un cycle de conférences sur une classique question d'épistémologie des sciences humaines (comprendre, est-ce expliquer ? Expliquer et comprendre, est-ce excuser ?), devenue affaire politique dans le champ médiatique mais aussi scientifique. Les contributions ici publiées ne reflètent pas l'intégralité des débats tenus tout au long de ce cycle mais elles restituent néanmoins fidèlement les grands questionnements qui y ont été soulevés – y compris des questionnements épistémologiques que l'on espère partager avec un lectorat allant au-delà du strict périmètre des

¹ Voir un premier rapport de 2016, puis les échanges préalables à l'engagement de la réforme du Lycée en 2018, https://www.lemonde.fr/idees/article/2018/11/21/la-formation-aux-sciences-economiques-et-sociales-compte-plus-que-jamais-dans-la-vie-publique_5386384_3232.html

² Val, Philippe, *Malaise dans l'inculture*. Paris, Grasset, 2015.

³ Voir le rapport coordonné par Alain Fuchs, président du CNRS et de l'alliance Athena de l'époque (à qui l'Etat avait d'ailleurs demandé un rapport sur la radicalisation) et la décision de créer une structure (Athena-transfert) améliorant le dialogue entre chercheurs SHS et élus.

chercheurs en SHS⁴. A l'image du cycle de réflexion duquel il émane, cet ouvrage poursuit en effet un double objectif. D'une part, il entend aider à penser des actes *a priori* vécus sur le mode de l'irrationalité et suscitant, pour certains, une indignation morale et un rejet politique forts – les attentats de 2015/2016 et avec eux toutes les formes de recours individuels ou collectifs à la violence physique de masse. D'autre part, il souhaite aussi donner à lire la coulisse des recherches en SHS et contribuer, ce faisant, à mieux les faire connaître, comme s'y emploient à le faire les Maisons des Sciences de l'Homme créées entre les années 1990 et 2000⁵.

* * *

L'ouvrage réunit neuf articles relatant des recherches qui illustrent la manière dont les SHS se retrouvent *de facto* prises dans des débats éthiques ou politiques. Il est organisé en quatre parties. Une première partie traite de la manière dont les SHS ont été politiquement dé-saisies d'une question jugée si morale qu'elle impliquait de suspendre tout geste d'analyse – définitivement ou temporairement. En miroir, la seconde partie montre comment les SHS peuvent tout à fait se saisir de faits sociaux à fortes charges politiques, idéologiques ou morales, et qu'elles rendent ce faisant possible une analyse qui n'est en rien préjudiciable aux initiatives politiques et collectives se structurant après la survenue d'évènements d'une grande violence. La troisième partie aborde la question de la folie et de son appréhension, avec le contraste bien connu entre les approches du récit et les études objectivantes. Dans la dernière partie, l'ouvrage pointe une instrumentalisation moins habituelle en montrant comment une question politique s'est trouvée transposée en question épistémologique légitime jusqu'à être mobilisée dans le cadre de jeux institutionnels propres au champ scientifique des SHS. Si la première partie montre la monopolisation par le politique des cadres de mise en sens des attentats, contre des chercheurs en SHS susceptibles d'en donner d'autres lectures, la dernière partie met en scène l'instrumentalisation scientifique d'une controverse politique – contribuant à brouiller les frontières entre ce qui relève du geste politique et ce qui tient du geste scientifique.

L'analyse contre la compassion : la monopolisation politique du cadre de mise en sens des attentats

Comme le montre la contribution de **Gérôme Truc**, « La sociologie par gros temps. Contribuer à une intelligence collective des situations post-attentats », les propos de Manuel Valls prennent sens au regard d'un contexte post-attentat qu'il qualifie de « zone d'hystérie » en référence aux travaux de Randall Collins. Cette séquence particulière appelle une suspicion vis-à-vis de la réflexion et de la distance émotionnelle qu'elle implique au profit d'une communauté d'émotions, politiquement souhaitée et ardemment mise en scène. Ainsi que le souligne Manuel Valls lui-même dans une tentative de nuancer ses premières positions en 2017⁶, « *bien sûr j'ai eu tort de dire qu'il ne fallait pas chercher la cause, il faut la chercher. Mais avant, il faut condamner* ». Dans cette interview, Manuel Valls insiste avant tout sur la nécessité de rappeler l'illégitimité du recours à la violence physique pour quelque cause que ce soit et il se sert de l'argument pour marquer une distinction politique entre les « *socialistes* » desquels il se réclame et les « *léninistes* » qu'il dénonce. Cependant, la formulation utilisée fait aussi référence à un temps préalable qui devrait être exempt de certaines tentatives d'analyse.

⁴ Ont participé aux conférences et tables rondes : Mathieu Bellahsen, Alain Bertho, Gérald Bronner, Christophe Eckes, Jean El Gammal, Hervé Glévarec, Emmanuelle Jouet-Pastre, Milena Kostova, Laurent Mortet, Olivier Ouvry, Christopher Pollmann, Arnaud Saint-Martin, Jacques Walter.

⁵ Voir le Réseau national des MSH <http://www.msh-reseau.fr/>

⁶ <http://lelab.europe1.fr/expliquer-cest-excuser-le-mea-culpa-de-manuel-valls-3373061>. Le 27 juin 2017 sur Europe 1.

Tout particulièrement de celles qui, s'attaquant à l'examen des rationalités des meurtriers, inviteraient à les considérer non pas comme des « autres » (des « monstres » incommensurables) mais comme des « mêmes » (des citoyens comme les autres dont le geste est encore plus socialement troublant). A l'instar de ce que les travaux sociologiques conduits sur les attentats du 11 septembre 2001 ont pu montrer, le problème n'est plus seulement celui de la posture d'analyse mais plus fondamentalement celui de la temporalité dans laquelle l'analyse survient – comprendre, oui, mais pas tout de suite. Cette suspension de l'analyse permet assurément de marquer l'exceptionnalité du moment mais la prolifération d'expertises de tout genre, invitées sur les plateaux télévisés avant même la fin des opérations policières ne trompe pas. Ce sont essentiellement les disciplines proposant d'entrer dans une démarche de compréhension du geste meurtrier qui sont visées – d'abord parce que les « monstres » doivent rester des monstres incarnant une altérité radicale dans laquelle nul humain ni nul groupe ne souhaite voir son propre reflet, mais aussi parce que ce silence permet le développement de narrations proposant d'autres manières de se représenter l'évènement.

Comme Alain Bertho le souligne plus loin dans cet ouvrage, les attentats ont été politiquement utilisés pour borner un espace d'argumentation idéologique ou scientifique légitime (des questions impossibles à se poser ou impossibles à poser à cet instant du fait de la solennité du moment) et pour imposer les cadres d'un débat sur les possibles moyens d'intervention. Dépossédées du monopole de la violence physique, les autorités publiques ont voulu monopoliser l'exercice de la violence symbolique légitime. Et cette monopolisation s'est faite en regard d'arguments d'une tonalité nouvelle ne reposant plus sur la supériorité de l'expertise bureaucratique (Weber) ou sur l'argument de « la défense de la société » (Foucault), mais sur celle de la vie humaine dans sa double acception de *bios* (défendre une certaine conception des droits fondamentaux de l'humain attaqués par ce terrorisme) et de *zôé* (la vie en tant que telle). Face au sacré de la vie, la science doit faire silence et doit laisser place à l'action de mise en forme politique de l'instant et de ses enjeux. Car si les chercheurs en sciences sociales ont été invités à vivre la sidération au nom de la préservation d'une cohésion nationale visée par ces attentats, les personnalités politiques ont, elles, largement mis en mots l'indicible. Manuel Valls s'en est saisi pour imposer une vision particulière de la structuration idéologique de la gauche française. Mais c'est plus largement l'ensemble du personnel politique qui s'est mis en mouvement autour de cet objet. Ainsi **Béatrice Fracchiolla** analyse-t-elle les jeux de langage et d'euphémisme en actes dans les débats d'entre deux tours de la campagne présidentielle de 2017. Dans le chapitre intitulé « De la violence verbale à l'excuse en passant par l'euphémisme », elle montre comment les attentats et le terrorisme ont servi au marquage partisan et plus largement à la limitation de points de vue exprimables, en référence à une gravité de l'instant empêchant la prise de certaines positions.

Cette suspension du regard scientifique s'intéressant aux auteurs des crimes a eu des conséquences très fortes sur les modes de problématisation sociale des attentats (comment les interpréter ?), puis sur la manière dont ils ont été mis sur l'agenda politique et « traités » à travers un certain nombre de dispositions législatives, juridiques et policières aujourd'hui persistantes. Parmi ces constructions, l'élaboration et la diffusion des catégories de « radicalité » et de « radicalisation » laissent entendre l'existence de processus individuels d'engagement soudain dans une violence physique forte, et ce du seul fait d'une conversion idéologique. Cette suspension du regard scientifique au moment même où déferlaient les récits politiques les plus variés a par ailleurs contribué à affaiblir les connaissances issues des enquêtes déjà conduites en SHS auquel cet ouvrage entend redonner place.

Les « radicalisés » au ras des pratiques

Trois contributions s’y emploient en partant de terrains attendus – les formes de violence politique dans le monde pour Alain Bertho, les enquêtes sur les trajectoires de « radicalisés » pour Fabien Truong – ou plus atypiques – la collaboration de certains mathématiciens français avec les autorités nazies entre 1940 et 1944.

Les deux premières contributions sont écrites par des sociologues qui proposent de lire les attentats et les logiques des personnes s’engageant dans de la violence physique de masse au prisme d’une analyse des contextes sociaux et politiques dans lesquels elles s’inscrivent. Au plan macrosociologique, dans un chapitre titré « Comprendre la violence du siècle », **Alain Bertho** met en rapport la brutalisation actuelle des mouvements sociaux à l’échelle planétaire (place de la forme émeutière dans les répertoires de protestation, recours à la violence politique et aux attentats) avec la brutalisation du maintien de l’ordre, la délégitimation des Etats et des répertoires d’action collective traditionnels, ainsi que la faillite des récits collectifs. A la croisée des rapports sociaux de classe et de génération, le chapitre explique les mutations des mouvements protestataires par des effets historiques et générationnels : notamment l’émergence d’une génération « *no future* » qui se professionnaliserait en trouvant dans l’islamisme des éléments d’étayage symbolique et politique d’une violence trouvant ailleurs sa raison d’être⁷. Sous cet angle, la supposée « *radicalisation de l’Islam* » cacherait plutôt une « *islamisation de la radicalité* ».

Dans l’entretien que nous publions, titré « Sur les chemins d’une enquête : comprendre et expliquer », **Fabien Truong** revient sur son ouvrage récemment publié⁸. A un niveau « micro », il insiste, lui aussi, sur le poids des déterminants sociaux de classe, mais aussi sur l’importance d’inscriptions territoriales de jeunes ayant grandi dans la « seconde zone »⁹ et ayant été très tôt exposés à des violences symboliques et physiques marquant en profondeur leur parcours biographique. A l’image d’Amédy Coulibaly, auteur de l’attentat de l’hyper casher dont Fabien Truong tente de reconstituer le parcours avec d’autant plus de difficultés que la mise en sens collective des attentats s’est focalisée sur l’indignation morale face à des « monstres » dont on ne peut pas appréhender la rationalité et qu’elle interdit la parole sur l’Amédy d’avant. Dans son parcours, les déterminants sociaux classiques tels l’exposition à la précarité et à des arbitraires institutionnels s’entrelacent avec des dimensions plus subtiles. Réitérée tout au long de l’enfance, l’exposition à une violence physique et symbolique non étayée collectivement semble tout particulièrement marquer le parcours d’Amédy Coulibaly. Sa perspective résonne alors avec celles développées par les sociologues du parcours de vie qui ont montré combien la saillance d’un fait ou d’un évènement dépend du contexte historique mais aussi de l’âge auquel il frappe l’individu¹⁰. Surexposés à l’usure de la rue et à la mort de pairs, ces jeunes sont loin de ressembler aux « adolescents qui se cherchent » évoqués par certains élus (Valls en 2017) et qui, de fait, ne prennent pas tous les armes.

Pour autant, les travaux sociologiques montrent également combien, à déterminants sociaux similaires et à parcours équivalents, tous les jeunes de la « seconde zone » n’entrent pas dans

⁷ L’argument générationnel est également repris, quoique dans une toute autre perspective, par Galland, Olivier et Muxel, Anne, *La tentation radicale. Enquête auprès des lycéens*, Paris, PUF, 2018.

⁸ Truong, Fabien. *Loyautés radicales. L’islam et les « mauvais garçons » de la nation*. Paris, La Découverte, 2017.

⁹ « [La] *seconde zone*, un espace de relations et de représentations qui sanctionnent le fait de vivre à l’écart – dans et par l’illégalité. », *Ibid.* p.85.

¹⁰ Elder G., *Children of the Great Depression: Social Change in Life Experience*. Chicago: University of Chicago Press, 1974.

des « carrières »¹¹ déviantes mortifères. Ici, les recherches font toute la place aux diverses manières dont les individus, fabriqués par ces cadres sociaux, vont mettre en sens ce qu'ils vivent et les assignations ou opportunités avec lesquelles ils doivent composer¹². Comme le souligne Fabien Truong, la spécificité du parcours d'Amély Coulibaly tient aussi au fait qu'il a redéfini la valeur donnée à sa propre vie à l'occasion du décès d'un de ses amis et qu'il a tissé des liens sociaux avec des gens lui ayant donné accès à des idéologies sur lesquelles il a pu « brancher » sa colère vis-à-vis des institutions (notamment policières) et de lui-même (l'illégitime survivant). Contrairement à ce que la mise en scène médiatique et politique de l'islam des quartiers et des prisons a pu laisser entendre, dans ce cas comme dans d'autres, l'idéologie religieuse ou politique semble arriver par surcroît.

Sous cet angle, les recherches en SHS – en particulier en sociologie – montrent le caractère inapproprié des termes de « radicalité » et de « radicalisation ». Non seulement, il s'agit moins de conversion (un jeune seul derrière ses vidéos de Daesh ou face à un prêche) que d'un cheminement complexe fait d'attaches et d'identifications portées dans des espaces divers. Mais en plus, l'idéologie y joue un rôle d'étayage ou de justification de la colère plus que de moteur à l'action. C'est également ce que semble montrer l'ouvrage récent de Laurent Bonelli et Fabien Carrié¹³. Partant de l'analyse de 133 dossiers de mineurs suivis par la PJJ impliqués dans des affaires de terrorisme ou fichés S¹⁴, ils y soulignent la variété des faits rassemblés sous l'étiquette de « radicalisations » et dont beaucoup ne relèvent pas de « signaux faibles du djihadisme » mesurables et graduables en niveaux d'alerte. Dans nombre de cas, le « djihadisme » constitue un cadre sémantique possible, utilisé par certains jeunes pour convertir un échec en identification personnelle positive. Ce sont alors les réseaux affinitaires progressivement construits autour de la cause qui font tenir à l'engagement plus que les recruteurs ou les idéologues islamistes.

Sur un tout autre terrain, c'est aussi ce que montre **Christophe Eckes** dans son chapitre « L'explication et la compréhension à l'épreuve de l'histoire : un exemple tiré d'une étude sur les comportements de mathématiciens en France sous l'Occupation ». Si les mathématiciens collaborent avec les autorités nazies entre 1940 et 1944, c'est moins par conviction idéologique qu'en regard des réseaux construits entre mathématiciens normaliens et des bénéfiques scientifiques et académiques escomptés dans un contexte de forte fragilisation de la recherche française. Comme le souligne l'historien, « à un même fait, ici la reprise des relations

¹¹ Le terme de carrière est ici utilisé dans son sens sociologique. Il désigne un processus complexe de réorganisation des dispositions et des identifications d'un individu à mesure de son entrée dans des groupes ou dans un monde social particulier – les fumeurs de Marijuana chez Becker (Becker, Howard S. *Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance*. Éditions Métailié, 1985), les anorexiques chez Darmon (Darmon, Muriel. *Devenir anorexique. Une approche sociologique*. La Découverte, 2008). Ce terme s'oppose aux analyses médico-psychiatriques tendant à expliquer les pratiques déviantes par une altération physiologique, psychique ou neurocognitive, mais aussi aux analyses fonctionnalistes expliquant la déviance par un décalage entre des aspirations socialement valorisées et l'absence de possession des moyens légitimes pour les atteindre. Si mortifère soit-elle, la déviance reste la résultante non nécessaire et non prévisible d'un cheminement dans lequel on entre et on se maintient. Dans cette perspective, la « responsabilité » et la contribution de l'acteur à la déviance ne sont aucunement minorées puisque les sociologues mettent bien en exergue le travail que le déviant met en œuvre pour tenir à la déviance – à l'image des anorexiques travaillant sur elles-mêmes pour continuer à tenir à l'anorexie en dépit des risques pris, des pressions médicales ou de l'entourage.

¹² Khosrokhavar Farhad, « Les trajectoires des jeunes jihadistes français », *Etudes* n°6, juin 2015, p.33-44.

¹³ Bonelli L., Carrié F., *La Fabrique de la radicalité. Une sociologie des jeunes djihadistes français*, Paris, Seuil, 2018.

¹⁴ 68 jeunes jugés pour des départs en Syrie ou en Irak et des tentatives d'attentat sur le territoire français en 2016, 65 mineurs condamnés pour apologie du terrorisme, ou suivis dans le cadre d'affaires pénales ou civiles ordinaires mais qui ont adopté des attitudes ou tenu des propos jugés inquiétants par les travailleurs socio-judiciaires.

scientifiques franco-allemandes, peuvent être associés des types de comportements distincts : adaptation contrainte, opportunisme scientifique, collaboration pour des raisons idéologiques », étant entendu que ces constructions idéal-typiques ne peuvent être mécaniquement appliquées à des acteurs capables d'ambivalence ou pouvant changer de rationalités selon les circonstances. Reprenant la proposition de Bernard Lahire¹⁵, il invite à une approche attentive aux propriétés sociales des acteurs mais aussi aux propriétés sociales des contextes dans lesquels ils inscrivent leurs actions.

Qu'elles interrogent les collaborations sous l'occupation Nazie de 1940 à 1944 ou l'engagement effectif ou discursif en faveur du djihadisme, ces recherches mettent en garde contre une double erreur. Il est périlleux de plaquer des explications renvoyant les individus à leur liberté et à leur seule responsabilité mais il est tout autant problématique de réduire la complexité de ces conduites à des explications monocausales et linéaires – qu'il s'agisse d'analyses expliquant des passages à l'acte toujours singuliers par des positions de classe sociale, pouvant constituer des données macroscopiques objectives de stratification mais pas nécessairement des identifications groupales ou individuelles faisant agir, ou bien d'autres s'attellant à définir des « profils » de radicaux à partir de dispositions essentialisées insensibles aux situations et aux contextes. Pluriels, les actes jugés « radicaux » ne sont pas toujours le fait d'engagement « radicaux ». Et quand bien même, si engagement radical il y a, celui-ci n'est ni la stricte conséquence de la misère sociale ou de l'endoctrinement, ni la simple expression d'une errance individuelle.

Sous cet angle, les SHS déconstruisent la catégorisation politique et médiatique des attentats et des « radicalisés ». Elles montrent également combien comprendre « l'incompréhensible » n'implique pas de liquider les individualités et les responsabilités morales et juridiques qu'elles peuvent avoir vis-à-vis de leurs actes. C'est aussi ce que soulignent les travaux conduits sur la folie – autre lieu de lecture des tensions existantes entre individualités et déterminants sociaux, entre posture compréhensive et jugement moral.

Comprendre la folie ?

Les débats mettant en tension individualités et déterminants sociaux font très souvent intervenir des conceptions plurielles de la raison, de la déraison et de la responsabilité des sujets. La question de l'excuse liée à la folie n'est par ailleurs jamais très éloignée de celle de la responsabilité, qu'elle agisse en tant que circonstance atténuante devant une juridiction ou simplement sur un plan moral. Aux réponses binaires à la question : « Le sujet est-il responsable de ses actes ? », il apparaît que l'on peut opposer des approches plus nuancées qui font droit à différents niveaux d'appréhension des actions et comportements du sujet. Ainsi le meurtre de Sarah Halimi en avril 2017 peut-il être attribué, à bon droit, tant à l'antisémitisme qu'à la folie de son auteur, l'explication en termes psychiatriques n'excluant pas les analyses mettant plutôt l'accent sur les conditions sociales d'émergence de l'antisémitisme, ou celles insistant sur la portée politique du crime.

En se concentrant sur la question de la folie, la troisième partie de l'ouvrage présente deux contributions qui illustrent pleinement le contraste entre deux types d'approches psychopathologiques : la psychanalyse d'une part, la neuropsychologie cognitive d'autre part. Le contraste n'est ici pas seulement théorique puisqu'il vient s'ancrer dans des pratiques

¹⁵ Bernard Lahire, « Comportements individuels, comportements collectifs : dispositions, contextes d'action et échelles d'observation », in Pierre Laborie & François Marcot, *Les comportements collectifs en France et dans l'Europe allemande, Historiographie, normes, prismes, 1940-1945*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015.

cliniques fortement disjointes, entre thérapies par la parole et thérapies neuropsychiatriques ou comportementales, ces dernières étant historiquement issues d'un behaviorisme pourtant délaissé par la recherche scientifique. Le comportement d'un fou est-il simplement explicable ou compréhensible ? Quelles explications peut-on offrir de la folie ? Peut-on la comprendre, et si oui, dans quel sens ? Quand certains médecins ou biologistes mettent en avant des facteurs neurobiologiques, neurochimiques ou génétiques, doit-on s'incliner ?

L'opposition entre explication et compréhension n'est pas propre à la folie, son champ s'étend à la totalité de l'action humaine. Elle renvoie à un clivage très général entre sciences de la nature et sciences de l'esprit, historiquement tracé par le philosophe et psychologue allemand Wilhem Dilthey¹⁶. Selon ce clivage, les sciences de la nature proposent des explications en termes de causes tandis que les sciences de l'esprit apportent une compréhension en termes de raisons. Si les premières offrent une vue à la troisième personne, externe au sujet, seules les secondes permettent de rendre compte d'une perspective en première personne sur le monde. En psychopathologie, l'opposition est alors très franche entre approches naturalistes, qui visent peu ou prou une forme de réduction de la folie à des mécanismes neuropsychologiques voire (partiellement) génétiques, et approches phénoménologiques ou psychanalytiques qui cherchent à restituer la subjectivité du patient.

Le chapitre de **Milena Kostova & Sarah Del Goletto**, intitulé « Neuropsychopathologie cognitive et schizophrénie : comprendre, expliquer, aider » illustre parfaitement la stratégie naturaliste. Les auteures y défendent la thèse que certains troubles neurocognitifs doivent être considérés comme « *une manifestation directe de la prédisposition biologique à la schizophrénie* ». Les indices des troubles tels qu'ils se manifestent par exemple dans la communication linguistique ne sont pas élucidés au travers de la signification des échanges, de ce qu'ils peuvent connoter pour le sujet, mais ils résident dans les anomalies de la composante N400 des potentiels évoqués. L'analyse est toutefois loin d'être dénuée d'intérêt, puisqu'elle permet de formuler certaines hypothèses relatives aux déficits sous-jacents permettant de rendre compte des troubles mentaux et d'envisager les entrecroisements existants entre les contextes sociaux (modes de vie, situations sociales) et les mécanismes neurophysiologiques par exemple.

À l'opposé, la contribution de **Mathieu Bellahsen**, « Comprendre pour faire avec », illustre par deux exemples une approche psychothérapeutique fondée sur la parole, la recherche clinique visant une saisie de la signification des éléments délirants exprimés par le sujet. Contre une prétention de mise à distance objectivante, l'auteur, qui est psychiatre et praticien hospitalier, assume une clinique qui passe par la co-construction d'un sens et qui implique une véritable rencontre entre le soignant et le patient, « *un certain degré de proximité et de partage à partir du style propre de chacun* ». Les explications « de l'extérieur » neurocognitives ou comportementalistes sont alors des éléments peu utiles au clinicien même s'ils sont de fait mobilisés dans d'autres dimensions du processus psychothérapeutique. Les tendances à l'hégémonie des neurosciences et de la biologie apparaissent en revanche comme un danger pour toutes les pratiques soucieuses de la signification existentielle des troubles mentaux, même si cette saisie ne pose pas les mêmes enjeux selon qu'elle se fait dans un cadre clinique cherchant le soulagement du patient, ou dans le cadre d'une recherche compréhensive cherchant à approcher le monde du sujet enquêté.

L'enjeu est bien celui de favoriser les approches plurielles contre les velléités de réductionnisme naturaliste. Il ne s'agit pas seulement d'agencer les causalités neurobiologiques, génétiques et autres en explications multifactorielles mais d'admettre que l'on a affaire à une

¹⁶ Dilthey, W. (1942), *Introduction à l'étude des sciences humaines : essai sur le fondement qu'on pourrait donner à l'étude de la société et de l'histoire*, Paris, PUF [1883]

irréductibilité de principe de la compréhension à l'explication : la perspective en première personne, qu'elle soit ou non appréhendée comme co-construite avec les autres, est porteuse de significations donc de dimensions rationnelles et normatives, qui ne se laissent pas dissoudre dans les explications de type naturaliste.

Le problème en psychiatrie se pose dès la définition des « pathologies », où les conceptions normativistes s'opposent à l'objectivisme en contestant la possibilité d'une catégorisation neutre, i.e. dénuée de valeurs, des troubles mentaux. Les polémiques autour des éditions successives du Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux (DSM) sont bien connues et reflètent en partie ces difficultés. Loin de refléter des « espèces naturelles », les concepts comme ceux de schizophrénie ou de bipolarité ont en outre un caractère particulier puisqu'ils affectent les individus qu'ils servent à classifier : comme l'écrit Ian Hacking, ce sont des genres interactifs¹⁷. Les concepts psychopathologiques ne sont pas seulement des constructions sociales au même titre que d'autres concepts théoriques, ils rétroagissent sur la structuration de la société en contribuant à expliciter certaines normes, et agissent ainsi sur les personnes qui vont chercher à se conformer ou non à ces normes, pour éviter la stigmatisation ou en poursuivant d'autres buts.

Même lorsqu'elle produit des explications causales fondées sur des facteurs biologiques, la contribution de la psychiatrie à l'analyse des comportements humains apparaît par conséquent difficilement réductible à une description objective et neutre au même titre que celles que l'on peut rencontrer en minéralogie ou en mécanique des fluides. Le fait de recourir à des catégories qui rétroagissent sur les sujets et sur leur insertion sociale empêche de séparer totalement l'explication des valeurs morales socialement associées aux troubles mentaux. Cette proximité est plus forte encore lorsqu'on produit une compréhension du sujet comme le recherchent les cliniques de la parole. La proximité n'implique pourtant aucunement la confusion, et si l'instrumentalisation du diagnostic en vue d'une déresponsabilisation du sujet est toujours une possibilité, il n'y a aucune raison d'assimiler le diagnostic en tant que tel, comme les explications ou compréhensions qui le fondent, à un début d'excuse. Rares sont les procès judiciaires au cours desquels tel ou tel expert, appelé à la barre pour expliquer aux juges la logique d'un sujet ayant commis l'irréparable, se retrouve suspecté d'excuser moralement la gravité de l'acte commis. C'est pourtant cette question de la frontière tracée entre posture compréhensive et jugement moral qui va se retrouver tout particulièrement mise en question par les controverses autour des attentats. En particulier lorsque ces dernières, initialement ouvertes sur un terrain politique et à partir d'enjeux politiques, se sont vues transformées en objets de discussion scientifique et en affaire épistémologique.

La leçon épistémologique de Manuel Valls : l'instrumentalisation scientifique de la controverse politique

En miroir de la saisie politique particulière des attentats abordée dans la première partie, certains chercheurs se sont en effet emparés du débat ouvert, pour rejouer à nouveaux frais des controverses jalonnant l'histoire des SHS et constituant encore aujourd'hui des lignes de tension du champ scientifique, pris comme espace institutionnel de positions et de luttes symboliques.

Un premier débat oppose les démarches holistes ou déterministes aux perspectives dites individualistes. La référence à l'« excuse sociologique » a été utilisée pour faire le procès d'approches déterministes aux contours obscurs puisque, sous cette catégorie, semblent rassemblées les recherches tenant compte de déterminants sociaux de natures diverses, mais

¹⁷ Hacking, Ian. *The Social Construction of What?* Harvard University Press, 1999. Trad.fr. Baudouin Jurdant, *Entre science et réalité. La construction sociale de quoi ?*, Paris, Editions La Découverte, 2001.

aussi celles prônant un déterminisme radical faisant fi de la manière dont les individus mettent en sens ce qu'ils font et les fins qu'ils poursuivent. Les tenants de ces positions ne sont d'ailleurs pas toujours clairs lorsqu'il s'agit d'identifier le type d'approches relevant précisément de ce déterminisme radical : certains tendant même à confondre démarche quantitative, attention portée aux institutions sociales et déterminisme social¹⁸. Bien souvent, les perspectives déterministes dénoncées semblent davantage relever de la figure idéal-typique, pouvant ponctuellement être utilisée dans un espace de vulgarisation scientifique, que de pratiques de recherche effectives¹⁹. Car les approches attentives aux normes collectives ou aux structures sociales se préoccupent toujours de ce que ces règles collectives font aux individus – qu'ils soient invités à les incorporer, à jongler avec ces règles en toute conscience ou à se construire comme sujets singuliers par la résistance aux assignations. De la même manière, aucune approche « individualiste » ne laisse totalement de côté la question des cadres sociaux dans lesquels les individus agissent – qu'il s'agisse de grands contextes macrosociaux (capitalisme, post-fordisme, globalisation) ou des scènes d'interaction sociale quotidiennes. Cette opposition entre, d'un côté, des approches liquidant les individus au profit d'entités abstraites agissant à leur place (l'Etat, la Société, le Pouvoir, etc.) et, de l'autre, des acteurs dont la logique résiderait dans des processus psychiques ou cognitifs désenchantés des contextes sociaux (la conscience ou l'activité cérébrale) est à bien des égards caricaturale²⁰. Au nom de la critique d'un « (sur)déterminisme social »²¹ ignorant les personnes et d'un souci de réhabilitation de leur « libre-arbitre », c'est même paradoxalement un déterminisme biologique dur, proche de celui défendu à la fin du XIXe siècle, qui est proposé²².

Dans ce premier débat s'en enchâsse un second qui concerne moins la tension individus/déterminants sociaux que la vision de l'individu. Par tribunes interposées s'opposent deux conceptions. Les premiers portent la vision d'un individu présocial – préexistant aux groupes dans lesquels il grandit et auxquels il s'identifie – qui s'exprimerait dans les formes de violence que la radicalisation recouvre. Ces individualités radicales apparaîtraient quand les disciplines sociales faillissent et elles marqueraient la frontière au-delà de laquelle les SHS

¹⁸ Voir par exemple les relations que Gérald Bronner et Etienne Gehin tissent entre des « modèles mathématiques prédictifs » qui feraient le lit des approches déterministes et une « sociologie analytique » qui, elle, respecterait ce qu'il se passe dans la tête des acteurs. Bronner G., Gehin E., *Le danger sociologique*, Paris, PUF, 2017, p.175.

¹⁹ D'ailleurs, les exemples utilisés dans ces ouvrages sont souvent très généraux (non reliés à des pratiques d'enquête et à des résultats précis) et issus d'espaces de vulgarisation scientifique dans lesquels des auteurs tels Pierre Bourdieu ou Bernard Lahire ont pu, en effet, user de métaphores simplificatrices (voir Bronner et Gehin *ibid.*).

²⁰ Même les approches phénoménologiques, interactionnistes ou ethnométhodologiques partant de la manière dont les individus agissent au quotidien, des connaissances ordinaires qu'ils mobilisent pour faire face aux situations les plus simples (comme faire la queue au supermarché) intègrent le fait qu'ils agissent toujours en regard d'un déjà-là – par exemple des connaissances transmises s'agissant des bonnes manières de faire la queue.

²¹ *Ibid.*, p.24.

²² A l'instar des déterminismes sociaux, les déterminismes biologiques sont eux-aussi pluriels. Dans leur ouvrage, Gérald Bronner et Etienne Gehin en reprennent un qui s'est employé à isoler des causes biologiques et un niveau inné, clairement dissocié de l'acquis, et qui considère que les pratiques sociales découlent d'invariants biologiques ou cognitifs. Ainsi en est-il lorsque les pensées de l'acteur sont réduites à des « *phénomènes électrochimiques en dernière instance* » (p. 177) ou lorsque le tabou de l'inceste est expliqué par des nécessités génétiques ou biologiques auxquelles les groupes sociaux répondraient (voir la mobilisation des travaux conduits par une frange très particulière de l'anthropologie physique américaine p. 131). Depuis lors, nombre d'anthropologues anglophones et francophones ont proposé des modes de conceptualisation très différents des entrelacements existants entre faits biologiques et sociaux. Sur la question, voir Goodman A., Leatherman T. (dir.), *Building a New Biocultural Synthesis: Political-Economic Perspectives on Human Biology*. Ann Arbor, The University of Michigan Press, 1998 ou Touraille P., « L'indistinction sexe et genre, ou l'erreur constructiviste », *Critique*, vol. 764-765, no. 1, 2011, pp. 87-99.

doivent laisser la place à d'autres – qu'il s'agisse des psychiatres ou des neurosciences²³. Tandis que d'autres chercheurs considèrent qu'il n'est ni cognition, ni individualité appréhendables en dehors des liens familiaux et sociaux dans lesquelles elles prennent forme. Pour ceux-là, si brutales soient-elles, ces individualités n'échappent pas au spectre des analyses en SHS. A ces désaccords scientifiques se superposent enfin des prises de position d'ordre politique et idéologique. Ce ne sont alors plus seulement les perspectives théoriques adoptées par les chercheurs de SHS qui sont en question mais leurs effets politiques possibles.

Des références épistémologiques liées aux engagements politiques

Implicite dans certaines tribunes journalistiques, l'idée selon laquelle les chercheurs attentifs aux déterminants sociaux de classe seraient plutôt à gauche et serviraient plutôt des analyses de gauche est clairement exprimée dans d'autres²⁴. Elle renoue avec des réflexions, consubstantielles à la naissance de certaines disciplines des SHS – la sociologie par exemple qui, très tôt, prend pour objet la frontière tracée entre le savant et le politique²⁵.

Un premier débat concerne les usages indirects de la connaissance scientifique. Faut-il choisir ses terrains, sélectionner les interprétations ou diffuser ses résultats de recherche en regard des usages politiques possibles qui peuvent en être faits ? Cette question a tout particulièrement traversé les études féministes et celles aujourd'hui engagées sur les processus de racialisation. Renvoyons par exemple à la controverse américaine autour du travail rendu par deux historiennes des sciences, l'une mettant l'accent sur la part des choix individuels dans la ségrégation sexuée de l'emploi et la seconde considérant que parler des préférences des femmes conduit à leur imputer la responsabilité de mécanismes structurels de domination masculine²⁶. Dans un autre registre, à l'heure actuelle, le débat fait également rage autour de l'opportunité de parler de processus de racialisation – les uns défendant l'observation de la recomposition de modèles racologiques utilisés pour définir et hiérarchiser des groupes sociaux dans des secteurs divers, les autres considérant que l'utilisation même du mot « race » – fût-ce pour en faire la déconstruction – légitime une vision raciste du monde et doit être proscrite. Ce qui est défendu ici, c'est moins l'incompatibilité de deux positions qui, dans les faits, peuvent

²³ A l'instar de Gérald Bronner et Etienne Gehin qui considèrent que des conduites telles celles observées chez les auteurs des attentats mettent en échec les théories actuellement disponibles en SHS et imposent la mobilisation des savoirs issus des neurosciences cognitives : « *Cette structure anatomique fait du cerveau humain l'un des objets les plus complexes de l'univers et de l'acteur social un individu dont les actions ne peuvent pas toutes être décrites comme les effets de causes sociales sur lesquelles il n'aurait aucune prise* » (*Ibid.*, p.26), d'où leur plaidoyer pour une « *sociologie analytique* » « *qui n'exclut pas a priori qu'un voleur ou un djihadiste puisse être responsable et donc coupable des actions pour lesquelles on les juge, parce qu'ils sont biologiquement équipés pour penser, choisir, calculer, décider et se conduire* » (*Ibid.*, p.24).

²⁴ Voir par exemple les positions controversées prises par Geoffroy de Lagasnerie enjoignant les sociologues à assumer la puissance politique de la discipline. Entre autres exemples, se référer à l'interview « Il faut assumer le chaos dans lequel nous vivons », *Le magazine littéraire* du Jeudi 27 septembre 2018, <https://www.nouveau-magazine-litteraire.com/idees/geoffroy-de-lagasnerie-il-faut-assumer-le-chaos-dans-lequel-nous-vivons>.

²⁵ Weber Max, *Le savant et le politique*, trad. par J. Freund, Paris, Plon, 1959 [1919] ; Elias Norbert, *Engagement et distanciation. Contributions à la sociologie de la connaissance*. Paris, Fayard, 1993 ; Dubet, F. & Wiewiorka, M. (2016). L'intervention sociologique. *Lien social et Politiques*, (75), 38–45 ; Burawoy Michael, « Manufacturing Consent revisité », *La nouvelle revue du travail* [En ligne], 1 | 2012, mis en ligne le 10 décembre 2012, consulté le 20 novembre 2018. URL : <http://journals.openedition.org/nrt/122> ; Mauger Gérard. Pour une sociologie de la sociologie. Notes pour une recherche. In: *L'Homme et la société*, N. 131, 1999. *Politique des sciences sociales*. pp. 101-120.

²⁶ Brandmayr Federico, Hétérogénéité et flexibilité dans les usages politiques de l'argument de l'« excuse sociologique », *Zilsel* 2018/2 (N° 4), p. 59-91.

être successivement tenues par la même personne selon qu'elle agit comme chercheur ou comme acteur d'un débat public, que l'idée qu'il faut les tenir en même temps. Non plus choisir ses objets à partir des manques repérés dans sa discipline ou d'observations de terrain mais à partir de leur charge politique possible.

Dans sa contribution « Alors, y aller ou pas ? Expliquer l'explication sociologique dans l'espace public », **Arnaud Saint-Martin** aborde cette question délicate du positionnement de la sociologie dans l'entrelacs des sollicitations médiatiques et des injonctions institutionnelles. S'il faut défendre la sociologie dans l'arène publique, lorsqu'elle est indûment attaquée pour son « excusisme » par les tenants de lignes politiques sécuritaires, l'auteur montre que le combat ne s'arrête pas aux portes du monde académique : les appels à projets et autres financements étatiques pèsent sur l'orientation de la recherche en déterminant certains objets et en relayant certaines préconceptions, ce qui doit inciter la communauté scientifique à redoubler de prise de distance lucide et réflexive si elle veut préserver l'autonomie de ses travaux.

Avec « L'évaluation morale des contenus sociologiques », **Olivier Ouzilou** propose quant à lui une analyse philosophique systématique de la réception médiatico-politique des savoirs sociologiques, quand la question de la connaissance est délaissée au profit d'autres critères : ces savoirs ou leur publicisation ont-ils des effets moraux (néfastes) sur la société ? La polémique récurrente autour de la prétendue « culture de l'excuse » relève précisément de ce type d'évaluation morale, donc non épistémique, des énoncés sociologiques. L'auteur montre comment, en retour, cette évaluation met en danger l'autonomie de la recherche – en particulier lorsqu'elle pénètre le champ même de la sociologie comme le montre l'ouvrage de Bronner & Géhin mais aussi celui de Lahire. Selon l'auteur, il revient aux chercheurs de se départir de l'évaluation morale et d'avancer prudemment dans la publicisation de leurs énoncés, s'ils veulent ne pas se détourner de leur objectif premier : la constitution de savoirs, conformes aux normes épistémiques et à elles seules.

S'agissant de la « folie » ou des « radicalisés » : y aurait-il une sociologie « de gauche » faite par des chercheurs « de gauche » et une sociologie « de droite » faite par des chercheurs « de droite » ? Les chercheurs sont-ils définitivement pris par leur propre vision politique et morale du monde – qu'il s'agisse de celle découlant de leur parcours ou de celle acquise au gré des contacts avec un commanditaire dans le cas des chercheurs réalisant des études ou des expertises ? Cette lecture, associant positions et dispositions, est discutable. Non seulement, elle repose sur la fiction d'un chercheur tout puissant qui choisit son objet et son terrain, là où plusieurs auteurs ont montré le grand nombre de situations dans lesquelles le chercheur ne choisit ni l'un, ni l'autre. Il ne choisit pas son terrain car il n'a pas toujours les financements soutenant ces orientations initiales, parce que le terrain se refuse à lui ou parce qu'il se déplace au cours de l'enquête. Il ne choisit pas toujours son objet dans la mesure où celui-ci peut se transformer à mesure des investigations et que l'idée qu'il se faisait des questions posées par un terrain n'était pas la bonne. Par ailleurs, plusieurs enquêtes conduites sur les liens entre références politiques et épistémologiques des chercheurs ont également montré que les positions tenues peuvent fortement varier selon le type d'arènes où ils sont amenés à agir, le type de questions posées et le contexte dans lequel elles se posent²⁷. Ce que Christophe Eckes montre bien aussi s'agissant des mathématiciens français entre deux guerres – les positions de

²⁷ Brandmayr (*art.cit.*) sépare les positions volontaristes monistes, valorisant la place des individualités contre les déterminismes sociaux et considérant que les interprétations sociologiques ont des effets directs sur les individus étudiés et la société, et les déterminismes dualistes, qui valorisent les contextes sociaux modelant les individualités mais qui posent, dans le même temps, la stricte séparation existante entre production scientifique et engagement moral ou politique.

Julia, mathématicien très actif dans le tissage des collaborations avec la puissance occupante, étaient ambivalentes et ont bougé au cours de la guerre.

* * *

Pour conclure, parce qu'il permet de reposer la question des engagements du chercheur (quelle que soit sa discipline) et d'ouvrir la coulisse du travail de recherche, ce glissement de la controverse politique initiale au débat théorique peut contribuer à donner à lire l'épistémologie de sciences humaines et sociales méconnues du « grand public » ou caricaturées à de multiples occasions ces dernières années (à propos des attentats mais aussi des ABCD de l'égalité notamment). Il peut aussi montrer combien ces sciences « molles » réfléchissent continuellement sur les catégories qu'elles manipulent, sur ce que leurs résultats doivent aux lieux d'observation choisis, aux méthodes utilisées ou aux singularités des chercheurs. Cette publicisation de la réflexion épistémologique est probablement bienvenue au moment où l'ensemble des sciences – y compris celles dites « dures » – sont confrontées à des enjeux colossaux à la fois externes (mise en question de leurs méthodes, dilution de la spécificité des connaissances scientifiques par rapport aux savoirs ordinaires, moraux, politiques, religieux), mais aussi, internes (*cf.* la promotion de pratiques de recherche standardisées et mécanisées censées autoriser une connaissance « sans biais » et indiscutable du monde²⁸). Mais ce franchissement des frontières représente aussi un danger : celui d'accentuer la confusion entre espaces politiques et scientifiques – des personnalités politiques tenant des leçons d'épistémologie en même temps qu'elles utilisent des SHS pour marquer leur propre position partisane, des scientifiques utilisant les controverses politiques pour agir dans un espace traversé de jeux de pouvoir et d'enjeux institutionnels, des connaissances politiques ou des expertises institutionnelles mises à niveau des connaissances scientifiques, etc. Cette confusion peut même s'avérer plus préoccupante lorsque ce sont les modes de formulation des problèmes, issus des arènes politiques, qui en viennent à dicter les débats à tenir dans les arènes scientifiques et les manières de les formuler : l'opposition entre la raison et l'émotion, entre le temps de l'analyse et celui de l'engagement politique et moral, ou l'imposition d'un cadre de pensée attachant, de manière fixe, des avis à des individus, indépendamment des contextes historiques et sociaux dans lesquelles ils agissent. C'est finalement ce jeu de dichotomies, imposé s'agissant des attentats et des « radicalisés » mais plus anciennement aussi de la folie, qui se retrouve alors mobilisé de manière sous-jacente dans l'espace scientifique actuel.

²⁸ C'est par exemple le cas en sciences du vivant dans lesquelles se développe une recherche faite à partir de puissants logiciels, lancés sur des bases de données (*big data*) dont les biais de constitution ne sont que peu considérés, au détriment des connaissances issues de l'expérience clinique. La mécanisation des techniques d'exploration du monde est censée débarrasser la connaissance produite de toute trace de « subjectivité » vue comme obstacle et non comme levier de connaissance. Voir les analyses que Daston et Galison opèrent des tensions entre « objectivité mécanique » et « jugement exercé ». Daston L., Galison P. (2012). *Objectivité*, Paris, Les Presses du Réel. Traduit de l'anglais par Sophie Renaut et Hélène Quiniou (titre original : *Objectivity*, Zone Books, 2007).

Bibliographie

- Becker, Howard S. *Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance*. Editions Métailié, 1985
- Bonelli L., Carrié F., *La Fabrique de la radicalité. Une sociologie des jeunes djihadistes français*, Paris, Seuil, 2018.
- Brandmayr Federico, Hétérogénéité et flexibilité dans les usages politiques de l'« excuse sociologique », *Zilsel* 2018/2 (N° 4), p. 59-91.
- Bronner G., Géhin E., *Le danger sociologique*, Paris, PUF, 2017.
- Burawoy Michael, « Manufacturing Consent revisité », *La nouvelle revue du travail* [En ligne], 1 | 2012, mis en ligne le 10 décembre 2012, consulté le 20 novembre 2018. URL : <http://journals.openedition.org/nrt/122>
- Darmon, Muriel. *Devenir anorexique. Une approche sociologique*. La Découverte, 2008
- Daston L., Galison P. (2012). *Objectivité*, Paris, Les Presses du Réel. Traduit de l'anglais par Sophie Renaut et Hélène Quiniou (titre original : *Objectivity*, Zone Books, 2007).
- Dilthey, W. (1942), *Introduction à l'étude des sciences humaines : essai sur le fondement qu'on pourrait donner à l'étude de la société et de l'histoire*, Paris, PUF [1883]
- Dubet, F. & Wiewiorka, M. (2016). *L'intervention sociologique*. *Lien social et Politiques*, (75), 38–45.
- Elder G., *Children of the Great Depression: Social Change in Life Experience*. Chicago: University of Chicago Press, 1974.
- Elias Norbert, *Engagement et distanciation. Contributions à la sociologie de la connaissance*. Paris, Fayard, 1993.
- Galland, Olivier et Muxel, Anne, *La tentation radicale. Enquête auprès des lycéens*, Paris, PUF, 2018.
- Goodman A., Leatherman T. (dir.), *Building a New Biocultural Synthesis: Political-Economic Perspectives on Human Biology*. Ann Arbor, The University of Michigan Press, 1998.
- Hacking, Ian. *The Social Construction of What?* Harvard University Press, 1999. Trad.fr. Baudouin Jurdant, *Entre science et réalité. La construction sociale de quoi ?*, Paris, Editions La Découverte, 2001.
- Khosrokhavar Farhad, « Les trajectoires des jeunes jihadistes français », *Etudes* n°6, juin 2015, p.33-44.
- Lahire Bernard, « Comportements individuels, comportements collectifs : dispositions, contextes d'action et échelles d'observation », in Pierre Laborie & François Marcot, *Les comportements collectifs en France et dans l'Europe allemande, Historiographie, normes, prismes, 1940-1945*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015.
- Lahire, Bernard, *Pour la sociologie. Et pour en finir avec une prétendue « culture de l'excuse »*, Paris, La découverte, 2016.
- Mauger Gérard. Pour une sociologie de la sociologie. Notes pour une recherche. In: *L'Homme et la société*, N. 131, 1999. *Politique des sciences sociales*. pp. 101-120.
- Touraille P., « L'indistinction sexe et genre, ou l'erreur constructiviste », *Critique*, vol. 764-765, no. 1, 2011, pp. 87-99.
- Truong, Fabien. *Loyautés radicales. L'islam et les « mauvais garçons » de la nation*. Paris, La Découverte, 2017.
- Val, Philippe, *Malaise dans l'inculture*. Paris, Grasset, 2015.
- Weber Max, *Le savant et le politique*, trad. par J. Freund, Paris, Plon, 1959.